

L'ÉDITO

par Philippe LERUTH

L'info a un prix

Après les journalistes de « L'Avenir », leurs consœurs et confrères de l'agence Belga se sont croisés les bras. Pour défendre des emplois, mais aussi une information de qualité, dans une société déboussolée par les rumeurs amplifiées sur les réseaux sociaux.

Notre monde est-il condamné à vivre sous la dictature des réseaux sociaux ? La planète web multiplie les rumeurs, au point de susciter des expéditions punitives contre des boucs émissaires comme les Roms, traditionnellement victimes de la vindicte populaire. Il est d'autant plus urgent de rappeler la valeur de l'information de qualité, et d'un métier, celui de journaliste, dont la fonction est de vérifier et de mettre en perspective toute nouvelle. Cet impératif critique est toujours difficile à assumer. Les attaques dont des journalistes ont fait l'objet, en Belgique et en France, de la part de gilets jaunes en témoignent. Les assassinats de journalistes, le plus souvent impunis dans le monde, et les menaces mafieuses contre des consœurs et confrères, obligés de vivre sous protection policière permanente, le soulignent de manière tragique.

Mais le péril le plus insidieux pour l'information de qualité vient d'un monde où l'exigence de gratuité triomphe en même temps que croît celle de rentabilité de l'information conçue comme produit. Les entreprises de presse ne peuvent rester déficitaires au long cours. Mais la solution simpliste de virer des journalistes pour réduire les dépenses n'est jamais économiquement rentable. Et elle a un coût aussi sociétal que social. Si les journalistes de Belga ont débrayé, c'est pour défendre des emplois, qui doivent être en nombre suffisant pour assurer un service de qualité. On attend des politiques qu'ils veillent à la pérennité de cette information vérifiée et mise en perspective. La manière dont ils se déterminent, dans un choix simple et crucial comme celui de l'heure à adopter, après la fin du changement d'heure, que l'Europe aurait pu ou dû opérer, ne rassure pas. Quand un parti politique s'appuie ainsi sur un sondage par Instagram ou Facebook, pour fonder une position, semble aller plus dans le sens de la dictature des réseaux sociaux que dans celui du choix raisonné. De l'information de qualité.